

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Troisième session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 22 - 26 octobre 2001**

## PROGRAMMES DE PAYS

Point 8 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.3/2001/8/3**  
5 septembre 2001  
ORIGINAL: ANGLAIS

## PROGRAMME DE PAYS— SRI LANKA (2002–2006)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

# Note au Conseil d'administration



**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, Bureau régional pour l'Asie (ODB): M. J. Powell

Attaché de liaison, ODB: M. K. Sato tél.: 066513-2383

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



# Résumé

Le Sri Lanka, pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) qui compte 19 millions d'habitants et dont le produit national brut (PNB) annuel est de 820 dollars E.-U. par habitant (1998), est classé au 84ème rang selon l'indicateur du développement humain du PNUD (1999). Après les succès enregistrés au cours des décennies passées, les institutions publiques et leurs stratégies de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire sont devenues moins efficaces et 18 années de conflit armé ont grevé lourdement les performances socio-économiques du pays. Près d'un tiers des enfants sri lankais ont une insuffisance pondérale et, pour un quart de la population, la ration calorique journalière reste en deçà du niveau recommandé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), soit 2 100 kilocalories par personne.

Avec pour objectif général de promouvoir le développement humain durable, le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement signale l'engagement pris par les Nations Unies d'assister le Sri Lanka par:

- La fourniture de secours d'urgence et d'aide humanitaire aux zones et aux gens touchés par le conflit, en contribuant au rétablissement des moyens de subsistance des personnes dont la situation s'est détériorée.
- La réduction de la pauvreté en favorisant un accès amélioré aux services de base et la création d'actifs pour les pauvres.
- L'appui à la réforme de la gouvernance dans le but de promouvoir le développement axé sur la personne.

L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR), qui doit aussi être présentée à la troisième session ordinaire du Conseil d'administration en 2001 porte sur le premier de ces objectifs tandis que le programme de pays répond aux deuxième et troisième objectifs. Ainsi, les programmes d'aide alimentaire du PAM au Sri Lanka seront mieux intégrés, en se concentrant conjointement sur les causes principales de l'insécurité alimentaire dans le pays. Les activités sont harmonisées avec le Plan-cadre.

L'objectif du programme de pays est d'obtenir des améliorations durables de la sécurité alimentaire des personnes vulnérables. L'insécurité alimentaire au Sri Lanka est la résultante typique d'un mauvais accès à la nourriture et d'une mauvaise utilisation des nutriments. L'aide du PAM fait face simultanément à ces deux facettes de l'insécurité alimentaire en combinant l'intervention nutritionnelle directe pour les femmes enceintes et les mères allaitantes et pour les enfants âgés de moins de 3 ans, et les projets vivres-contre-travail (VCT) qui combattent la pauvreté sous-jacente, en grande partie responsable de la malnutrition diffuse.

Le programme de pays accorde une attention particulière aux problèmes de sexospécificité en faisant participer les femmes à l'identification des besoins et des priorités, en insistant sur leur démarginalisation et en offrant des chances de progrès aux femmes, au plan humain et économique. Plus de 70 pour cent des participants du programme seront des femmes, et les femmes et les enfants représentent plus de 90 pour cent des bénéficiaires de l'aide alimentaire. Les innovations importantes de ce programme de pays sont les suivantes:

- La concentration de l'assistance du PAM sur les zones les plus frappées par la pauvreté et la malnutrition.



- L'importance accordée au rôle des femmes dans la prise de décisions communautaire et à la participation accrue des femmes à la formation et à des activités rémunératrices liées à l'agriculture.
- L'introduction d'un élément de nutrition maternelle et infantile (NMI) dans le portefeuille d'activités du PAM à partir d'un programme alimentaire gouvernemental déjà opérationnel.
- De nouveaux types d'activités VCT qui mettent davantage l'accent sur la réduction de la pauvreté parmi les ménages ruraux pauvres.
- L'importance accordée aux synergies de programme à travers des initiatives telles que le rattachement des messages nutritionnels au développement des jardins potagers familiaux et la construction de salles communautaires polyvalentes pouvant servir de dispensaires.

Conformément à la décision 1999/EB.A/2 du Conseil d'administration, le PAM axe ses activités de développement sur cinq objectifs. Le présent programme de pays porte sur les objectifs 1 et 5 de la politique visant à favoriser le développement, par le biais des activités ci-après:

- **L'activité 1: Aide en matière de nutrition maternelle et infantile** fournira un appoint nutritionnel essentiel aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et aux jeunes enfants, en complétant les programmes d'éducation à la santé et à la nutrition d'autres partenaires. Cette activité porte sur l'objectif 1 de la politique visant à favoriser le développement: permettre aux jeunes enfants, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes de satisfaire leurs besoins nutritionnels spéciaux et leurs besoins sanitaires connexes.
- **L'activité 2: Aide au renforcement des moyens de subsistance des ménages ruraux pauvres** se développe à partir de l'assistance déjà fournie par le PAM pour la petite irrigation afin de renforcer la production agricole des petits exploitants, principalement en améliorant l'accès à l'eau d'irrigation, en diversifiant les schémas de culture et en développant les possibilités de revenus agricoles. Cette activité répond à l'objectif 5 de la politique visant à favoriser le développement: permettre aux ménages qui sont tributaires de ressources naturelles dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables.
- **L'activité 3: Aide aux colons du projet d'irrigation d'Uda Walawe** est un projet en cours qui aide les ménages sans terre à s'installer sur des terres nouvellement irriguées dans le but d'améliorer leurs revenus agricoles. Elle devrait s'achever en 2003. Cette activité répond aussi à l'objectif 5 de la politique visant à favoriser le développement.

Les activités du programme de pays seront mises en oeuvre en parallèle avec l'IPSR du PAM dont le but est de couvrir le déficit alimentaire des personnes les plus vulnérables touchées par le conflit, grâce à:

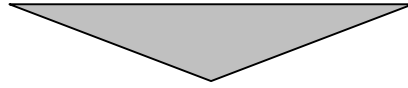
- Des programmes VCT fournissant une protection sociale aux personnes touchées par le conflit; et
- un programme d'alimentation complémentaire, complété par une éducation nutritionnelle, afin de diminuer les taux de malnutrition des personnes touchées par le conflit.

Pour le programme de pays proposé pour le Sri Lanka, qui couvre la période 2002-2006, le Directeur exécutif demande au Conseil d'administration d'approuver, dans la limite des ressources disponibles, l'allocation de 10,1 millions de dollars E.-U., couvrant la totalité des



coûts opérationnels directs (COD) de base, et de 3,1 millions de dollars pour des activités complémentaires.

## Projet de décision



Le Conseil approuve le programme de pays établi pour le Sri Lanka (2002-2006)  
(WFP/EB.3/2001/8/3).



## ORIENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME DE PAYS DU PAM

1. Le programme de pays du Sri Lanka pour 2002–2006 est fondé sur le schéma de stratégie de pays (SSP) approuvé par le Conseil d'administration en mai 2001 (voir annexe D).
2. Les activités du bureau de pays sont harmonisées avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Dans le cadre de l'objectif général de la promotion du développement humain durable, le Plan-cadre signale l'engagement pris par les Nations Unies d'aider le Sri Lanka par:
  - La fourniture de secours d'urgence et d'aide humanitaire aux zones et aux gens touchés par le conflit, en contribuant au rétablissement des moyens de subsistance des personnes dont la situation s'est détériorée.
  - La réduction de la pauvreté en favorisant un accès amélioré aux services de base et la création d'actifs pour les pauvres.
  - L'appui à la réforme de la gouvernance dans le but de promouvoir le développement axé sur la personne.
3. L'aide du PAM par le biais de son IPSR répond au premier de ces objectifs tandis que le programme de pays porte sur les deuxième et troisième objectifs. Ainsi, les programmes d'aide alimentaire du PAM au Sri Lanka seront mieux intégrés en se concentrant conjointement sur les causes principales de l'insécurité alimentaire dans le pays.
4. Le but du programme de pays est d'améliorer la sécurité alimentaire des personnes les plus vulnérables au Sri Lanka.
5. Malgré un palmarès impressionnant de réalisations sociales et économiques, le Sri Lanka n'a pas été en mesure de lutter contre l'insécurité alimentaire dont souffre un vaste segment de la population. L'insécurité alimentaire revêt deux dimensions:
  - un accès insuffisant à la nourriture, dû à la pauvreté; et
  - une mauvaise utilisation des aliments due à des carences en matière de nutrition, de santé et d'hygiène.
6. Les cas les plus graves sont relevés dans les communautés touchées par le conflit qui sont dans l'impossibilité de participer activement à l'économie nationale. Dix-huit années de guerre entre le Gouvernement du Sri Lanka et les Tigres de libération des Tamil Eelam (LTTE), un mouvement séparatiste, ont causé la perte de plus de 62 000 vies humaines et de vastes et fréquents déplacements de population. D'après les estimations, sur l'ensemble du territoire, environ 2 millions de personnes sont directement touchées par le conflit. La partie septentrionale de l'île entre Vavuniya et Jaffna ainsi que plusieurs zones de Trincomalee, Batticaloa et Ampara à l'est, ne sont pas encore dégagées<sup>1</sup>.
7. Par une série d'IPSR, le PAM fournit une aide alimentaire d'urgence depuis 1992 aux familles déplacées à l'intérieur de leur pays dans les centres d'accueil du gouvernement des zones touchées par le conflit. L'objectif principal de la prochaine phase de l'IPSR est de fournir une aide alimentaire destinée à combler le déficit alimentaire des personnes les plus vulnérables touchées par le conflit, tout en favorisant le retour à l'autosuffisance. Les principales initiatives seront des programmes vivres-contre-travail destinés aux familles de

<sup>1</sup> Non contrôlées par le gouvernement.



colons, qui seront aussi un filet de sécurité pour les personnes touchées par le conflit et un programme d'alimentation complémentaire élargi, complété par une éducation nutritionnelle, destiné à faire baisser les taux de malnutrition parmi les personnes touchées par le conflit.

8. Dans les régions du pays qui n'ont pas souffert directement du conflit, la pauvreté est en grande partie liée à la dimension réduite des exploitations, à la précarité des arrangements de faire-valoir et au chômage. La pauvreté et la malnutrition sévissent surtout chez les ménages constitués de petits agriculteurs ou d'agriculteurs marginaux doublés d'ouvriers occasionnels, qui vivent dans les zones arides et semi-arides; les femmes et les enfants sont les plus vulnérables du point de vue nutritionnel. Entre un cinquième et un tiers de la population totale du Sri Lanka (à l'exclusion des districts touchés par la guerre) peut être considérée comme pauvre et 90 pour cent des pauvres vivent dans les zones rurales.
9. Le programme de pays affrontera simultanément deux dimensions de l'insécurité alimentaire. Les besoins immédiats des personnes les plus vulnérables au plan nutritionnel (jeunes enfants, femmes enceintes et mères allaitantes) seront satisfaits à travers une intervention nutritionnelle directe, en liaison avec les programmes gouvernementaux d'éducation à la santé et à la nutrition. En même temps, les interventions VCT créeront des actifs pour combattre la pauvreté sous-jacente, grande responsable de la malnutrition diffuse.
10. Le ciblage géographique appuiera cette double démarche en concentrant les activités dans les districts où l'insécurité alimentaire est la plus forte. Le regroupement géographique permettra un suivi plus rationnel et économique du programme.
11. Un indice composite d'insécurité alimentaire pour le pays<sup>2</sup> (voir annexe IV) identifie huit districts, en dehors des zones touchées par le conflit au nord et à l'est, où la proportion de personnes souffrant de pauvreté et de malnutrition est la plus élevée. Le PAM recentrera son aide au développement dans ces huit districts. Dans ces derniers, le Programme concentrera l'aide alimentaire dans les divisions de secrétariats de division (DSD<sup>3</sup>, unités de sous-district) ayant la plus forte incidence de pauvreté et de malnutrition, en utilisant au fur et à mesure les nouvelles données disponibles.
12. Cette stratégie est en harmonie avec le cadre gouvernemental pour la réduction de la pauvreté au Sri Lanka, qui prévoit un examen des filets de sécurité nationaux afin de les concentrer sur les exclus et sur le noyau des plus pauvres, avec un renforcement des services essentiels de médecine préventive et curative.
13. La stratégie du programme de pays se concentre sur la création d'actifs humains et matériels pour les membres des familles pauvres sous-alimentées. Cet objectif est poursuivi à travers trois activités principales faisant appel à l'aide alimentaire; la première activité est liée à l'amélioration des conditions de la personne, tandis que les deux autres portent sur le renforcement des avoirs matériels. Conformément à la décision 1999/EB.A/2 du Conseil d'administration, le PAM axe ses activités de développement sur cinq objectifs.

<sup>2</sup> Fondé sur quatre indicateurs: incidence d'enfants ayant un faible poids néonatal (indiquant l'état nutritionnel de la mère); incidence de l'insuffisance pondérale par rapport à la tendance chez les enfants de moins de 5 ans; proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté; et consommation calorique moyenne par habitant parmi les 20 pour cent les plus pauvres de la population.

<sup>3</sup> Unités de sous-district qui fournissent des services communautaires. Il existe une correspondance approximative entre les DSD (qui sont essentiellement des unités administratives) et la zone couverte par chaque fonctionnaire chargé de la santé, bien que dans les zones peu peuplées, son aire de compétence soit parfois plus étendue qu'une DSD; les centres de services agricoles couvrent généralement une zone plus restreinte qu'une DSD.



Le présent programme de pays porte sur les objectifs 1 et 5 de la politique visant à favoriser le développement, par le biais des activités ci-après:

- **L'activité 1: Aide en matière de nutrition maternelle et infantile** porte sur l'objectif 1 de la politique visant à favoriser le développement: permettre aux jeunes enfants, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes de satisfaire leurs besoins nutritionnels spéciaux et leurs besoins sanitaires connexes.
- **L'activité 2: Aide au renforcement des moyens de subsistance des ménages ruraux pauvres** porte sur l'objectif 5 de la politique visant à favoriser le développement: permettre aux ménages qui sont tributaires de ressources naturelles dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables.
- **L'activité 3: Aide aux colons du projet d'irrigation d'Uda Walawe** qui répond aussi à l'objectif 5 de la politique visant à favoriser le développement.

14. Le Sri Lanka est l'un des rares pays de l'Asie du Sud à *ne pas* afficher de disparités importantes entre les hommes et les femmes pour ce qui est de l'accès aux services éducatifs et sanitaires. Toutefois, les femmes continuent d'éprouver des difficultés à accéder aux revenus et aux ressources à l'égal des hommes, et à participer à la prise de décisions au sein des organisations communautaires. Les questions de parité hommes-femmes seront donc prises en compte dans l'ensemble du programme de pays, surtout pour assurer:

- un ciblage plus vaste des femmes comme participantes et bénéficiaires des projets;
- la participation des femmes à l'identification des besoins et à la mise en oeuvre des projets;
- une plus grande attention à la création d'actifs humains et matériels pour les femmes; et
- le renforcement accru de l'autonomie des femmes en leur confiant un rôle plus fort dans la prise de décisions communautaire.

## PROGRAMME DES ACTIVITES DE PAYS

### Ressources et processus de préparation du programme de pays

15. Guidé par les prévisions concernant les disponibilités totales de ressources du PAM, le programme de pays proposé<sup>4</sup> envisage d'aider quelque 460 050 bénéficiaires de l'aide alimentaire pendant une période de cinq ans, selon les modalités suivantes:

**TABLEAU 1: PARTICIPANTS AU PROGRAMME ET  
BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE ALIMENTAIRE  
(par activité)**

Participants au programme

Bénéficiaires du programme<sup>5</sup>

<sup>4</sup> Depuis 1992, le PAM aide les personnes déplacées par le conflit au Nord-Est qui résident dans les centres d'accueil du gouvernement. Une nouvelle phase de l'IPSR aura une valeur annuelle de 7,5 millions de dollars pour le PAM seulement. Ces ressources ne font pas partie du présent programme de pays.





	Total	Femmes No (%)	Femmes et enfants No (%)	Total No (%)	Femmes No (%)	Femmes et enfants No (%)
<b>Activité 1</b>	<b>242 8</b>	184 10 <sup>5</sup> (76)	242 800 (100)	<b>242 800</b> <b>(53)</b>	184 10 <sup>5</sup> (76)	242 800 (100)
<b>Activité 2</b>	<b>41 8</b>	25 10 <sup>5</sup> (60)	25 100 (60)	<b>209 000</b> <b>(45)</b>	106 60 <sup>5</sup> (51)	171 400 (82)
<b>Activité 3</b>	<b>1 6</b>	240 (15)	240 (15)	<b>8 250</b> <b>(2)</b>	4 10 <sup>5</sup> (51)	6 800 (82)
<b>Total</b>	<b>286 2</b>	<b>209 44<sup>5</sup></b> <b>(73)</b>	<b>268 140</b> <b>(94)</b>	<b>460 050</b> <b>(100)</b>	<b>294 80<sup>5</sup></b> <b>(66)</b>	<b>421 000</b> <b>(92)</b>

16. Tous les participants de l'activité 1 seront des femmes et des enfants. Près de 60 pour cent des participants de l'activité 2 seront des femmes. Pour l'activité 3, le taux de participation féminine est de 15 pour cent, ce qui s'explique par l'effectif relativement bas de cet élément, destiné à un prochain désengagement. Au total, la participation des femmes représentera plus de 70 pour cent, les femmes et les enfants formeront plus de 90 pour cent de la population bénéficiaire de l'aide alimentaire.
17. Le nombre annuel des participants au programme de pays variera, puisque l'intervention de NMI est en expansion et que les activités VCT diminuent. Le nombre annuel de participants passera de 53 550 au cours de la première année du programme de pays à 91 000 au cours de la dernière année, comme suit:

**TABLEAU 2: PARTICIPANTS AU PROGRAMME  
(par année et par activité)**

	2002	2003	2004	2005	2006
<b>Activité 1</b>	41 500	62 200	83 400	83 500	83 500
<b>Activité 2</b>	10 400	8 800	7 600	7 500	7 500
<b>Activité 3</b>	1 650	935			
<b>Total</b>	<b>53 550</b>	<b>71 935</b>	<b>91 000</b>	<b>91 000</b>	<b>91 000</b>

18. Les besoins alimentaires totaux du programme de pays pour les cinq années se monteront à quelque 32 200 tonnes d'aliments, pour un coût opérationnel direct de base total pour le PAM d'environ 10,1 millions de dollars (voir annexe III). La répartition des affectations entre les activités proposées est prévue comme suit:

**TABLEAU 3: BESOINS ALIMENTAIRES ET TOTAL DES COÛTS  
OPÉRATIONNELS DIRECTS DE BASE  
(par activité)**

Activité	Besoins alimentaires		Total des coûts opérationnels directs de base pour le PAM	
	(tonnes)	(%)	(dollars)	(%)

<sup>5</sup> Les personnes qui sont aidées pendant plus d'un an n'ont été comptées qu'une seule fois.



<b>Activité 1</b>	13 370	42	<b>5 232 600</b>	<b>44</b>
<b>Activité 2</b>	16 945	52	<b>5 634 905</b>	<b>49</b>
<b>Activité 3</b>	1 894	6	<b>629 835</b>	<b>6</b>
<b>Total</b>	<b>32 209</b>	<b>100</b>	<b>11 497 340</b>	<b>100</b>

19. En plus des activités fondamentales, en cas de disponibilité de ressources additionnelles, des activités complémentaires pour une valeur alimentaire totale de 2 324 260 dollars sont proposées ci-dessous:

- expansion de l'appui à la NMI, jusqu'à hauteur de 668 020 dollars; et
- appui aux propositions du gouvernement visant à installer d'autres ménages sans terre dans la zone du projet d'Uda Walawe, à hauteur de 1 656 240 dollars.

20. Le programme de pays soutient essentiellement le second objectif du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement en se concentrant sur la sécurité alimentaire des pauvres atteints de malnutrition. Chaque fois que possible, le PAM concertera ses activités avec celles d'autres institutions des Nations Unies, notamment l'UNICEF, le PNUD, la FAO et le Fonds international pour le développement agricole (FIDA).

## LES ACTIVITES DU PROGRAMME DE PAYS

### Activité fondamentale 1: Aide en matière de nutrition maternelle et infantile

#### *Orientation stratégique*

21. Cette activité permettra aux jeunes enfants (âgés de 6 à 36 mois), aux femmes enceintes et aux mères allaitantes de satisfaire leurs besoins nutritionnels spéciaux et leurs besoins sanitaires connexes (objectif 1 de la politique visant à favoriser le développement).

#### *Analyse des problèmes*

22. Les estimations nationales sur la malnutrition montrent qu'environ un tiers des enfants de moins de 5 ans ont une insuffisance pondérale, que près d'un cinquième d'entre eux sont en retard de croissance et qu'environ 14 pour cent sont émaciés<sup>6,7</sup>. Une caractéristique très frappante du profil nutritionnel au Sri Lanka est l'apparition très précoce de la malnutrition chronique, qui entraîne déjà un retard de croissance entre 6 et 18 mois, montrant que les mères ne sont pas en mesure de nourrir correctement leurs enfants après le sevrage.

23. Les indicateurs de la mauvaise nutrition maternelle comprennent notamment:

- une proportion élevée de nourrissons de poids trop faible à la naissance (moins de 2,5 kilogrammes)<sup>8</sup>; et

<sup>6</sup> Ministère des finances et de la planification —Département du recensement et des statistiques (1993), Enquête nationale sur la population et la santé.

<sup>7</sup> Ministère de l'exécution du plan —Division de la politique en matière de nutrition et de pauvreté (1994), Deuxième enquête nationale sur la nutrition et la santé.

<sup>8</sup> Taux de faiblesse pondérable à la naissance: 18 pour cent.



- une prise de poids peu élevée pendant la grossesse (7,5 kilogrammes seulement en moyenne)<sup>9</sup>.
24. Les carences en micronutriments demeurent aussi un problème grave. L'UNICEF estime qu'une femme enceinte sur deux souffre d'anémie, qui prédispose à une mauvaise issue de la grossesse et à une insuffisance pondérale de l'enfant à la naissance<sup>10</sup>.
25. Le Ministère de la santé a mis en place une infrastructure pour fournir des services de santé de base à l'échelle du village. Dans les communautés reculées, l'exécution des services est souvent compromise, particulièrement pour les soins préventifs; les horaires du dispensaire ne sont pas correctement communiqués, les fournitures s'épuisent avant l'arrivée des habitants des zones les plus éloignées; les transports sont rares et il n'existe souvent pas de bâtiment pouvant servir de dispensaire.
26. Depuis 1973, le Ministère de la santé exécute un programme d'alimentation complémentaire<sup>11</sup> pour lutter contre la malnutrition des groupes vulnérables. Ce programme a pour but de fournir à chaque mère ou enfant bénéficiaire 50 grammes d'aliments composés par jour sous forme d'une ration mensuelle à emporter. La ration fournit 200 kilocalories supplémentaires par jour, mais n'est pas suffisante pour couvrir les besoins additionnels de la femme pendant la grossesse et l'allaitement. Le gouvernement accorde une priorité élevée à ce programme mais reconnaît la nécessité d'en améliorer la structure, le ciblage, la supervision et le suivi.

### **Objectifs et résultats escomptés**

27. Les objectifs à long terme de cette intervention consistent à:
- réduire l'incidence du faible poids à la naissance à 50 pour cent du taux actuel; et
  - réduire l'incidence de l'insuffisance pondérale des enfants âgés de 6 à 36 mois à 50 pour cent du taux actuel.
28. Les objectifs immédiats consistent à:
- accroître l'apport en micronutriments chez les jeunes enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes pour atteindre des niveaux adéquats;
  - améliorer les connaissances et les pratiques des femmes enceintes et des mères allaitantes sur leurs besoins en matière de santé et de nutrition et ceux de leurs enfants; et
  - doter les communautés des moyens leur permettant d'assumer des responsabilités en matière de NMI.

### **Rôle et modalités de l'aide alimentaire**

29. Les rôles de l'aide alimentaire du PAM pour les jeunes enfants et pour les femmes enceintes et les mères allaitantes consistent à:
- fournir un complément nutritionnel essentiel au régime de la femme pendant la grossesse et l'allaitement et aux enfants pendant la période de croissance la plus critique (de 6 à 36 mois); et

<sup>9</sup> La prise de poids moyenne dans les pays développés est de 10 à 12 kilogrammes.

<sup>10</sup> UNICEF (2000). *Programme de coopération Gouvernement du Sri Lanka/UNICEF 2002–2006*. Document stratégique.

<sup>11</sup> Le programme *Thripasha* (qui veut dire "triple nutriment" — calories, protéines et micronutriments).



- encourager une fréquentation régulière des programmes didactiques de santé et de nutrition mis en oeuvre par des organismes partenaires du PAM.
30. A la lumière des besoins nutritionnels spéciaux des jeunes enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes, les rations d'aliments composés fournies par le PAM seront les suivantes:

**TABLEAU 4: COMPOSITION DES RATIONS ALIMENTAIRES JOURNALIÈRES POUR LES JEUNES ENFANTS, LES FEMMES ENCEINTES ET LES MÈRES ALLAITANTES**

	Femmes enceintes et mères allaitantes *	Enfants de 6 à 36 mois
<b>Ration alimentaire journalière (grammes)</b>	<b>150</b>	<b>75</b>
<b>Valeur nutritionnelle</b>		
Teneur calorique (kilocalories)	570	285
Protéines (grammes)	27	13,5
Lipides (grammes)	10,5	5,25

\* Les aliments composés enrichis fournis par le PAM satisferont un tiers au moins des besoins en micronutriments et des besoins additionnels des femmes enceintes et mères allaitantes en calories, protéines et lipides.

### **Stratégie d'exécution**

31. L'appui du PAM fera face aux faiblesses actuelles de la conception et de la mise en oeuvre du programme national d'alimentation complémentaire, et augmentera la disponibilité totale d'aliments d'appoint dans le pays.
32. L'intervention de NMI sera exécutée par le biais des autorités provinciales du Ministère de la santé en étroite collaboration avec le Projet participatif d'amélioration de la nutrition de l'UNICEF (PNIP)<sup>12</sup>, mis en oeuvre par l'intermédiaire du Ministère de l'exécution du plan, et avec des projets similaires prévoyant une éducation à la santé et à la nutrition en complément de l'aide alimentaire<sup>13</sup>. Le PNIP est animé par des agents de mobilisation communautaire qui:
- facilitent l'identification des besoins des communautés;
  - aident le personnel des dispensaires et les sages-femmes pendant les visites prénatales et dans les centres de santé maternelle et infantile;
  - transmettent les messages nutritionnels à la communauté; et
  - suivent les progrès de la communauté au plan de la situation nutritionnelle.
33. Le PAM utilisera initialement la structure logistique de l'actuel programme gouvernemental pour distribuer les rations alimentaires aux mères et aux enfants qui

<sup>12</sup> Le programme de l'UNICEF pour 2002–2006 propose d'englober les activités du PNIP dans le cadre d'une nouvelle initiative appelée "Soins précoces des enfants pour la survie, la croissance et le développement", pour une valeur totale de 1,4 million de dollars pour la durée du programme.

<sup>13</sup> La Banque mondiale appuie le projet de programmation communautaire, exécuté par le truchement du Ministère de la santé avec des ONG partenaires. Ce projet prendra fin en 2001. Des arrangements seront sans doute possibles avec des ONG ayant participé au projet afin qu'elles poursuivent leurs activités dans certaines divisions.



fréquentent les centres de soins locaux. Des organisations communautaires, représentant les bénéficiaires du PAM, seront créées et encouragées à gérer et à superviser les distributions de vivres, à énoncer leurs besoins en matière de formation et à garantir, par leur participation active, que les services gouvernementaux soient convenablement fournis. Au fur et à mesure qu'elles deviendront opérantes, ces organisations communautaires joueront un rôle accru dans la réception, la gestion et la distribution des rations alimentaires aux bénéficiaires. À ce stade, la réception des vivres sera directement associée à la participation aux sessions de formation sur la santé et la nutrition.

34. La mise en oeuvre des activités NMI avec l'appui du PAM sera d'abord lancée dans les districts et dans les DSD où l'insécurité alimentaire est la plus marquée et où les interventions du PNIP et d'autres programmes similaires sont implantées plus largement. L'élargissement à d'autres DSD dépendra de l'existence de programmes didactiques de santé et de nutrition proposés par d'autres partenaires afin de garantir l'appui technique et matériel indispensable pour compléter l'aide alimentaire du PAM.

### **Bénéficiaires et avantages escomptés**

35. Au cours de la première année du programme de pays, la NMI aidera 16 500 femmes et 25 000 garçons et fillettes. Avant la dernière année, ces effectifs seront portés progressivement à 33 300 et 50 200, respectivement.
36. Toutes les femmes enceintes et les mères allaitantes (jusqu'à 6 mois après l'accouchement) et tous les enfants âgés de 6 à 36 mois résidant dans les DSD visés auront le droit de participer à cette activité et bénéficieront de la ration d'appoint enrichie, de consultations médicales régulières et d'une initiation en matière de santé et de nutrition.
37. Accompagnés de leur mère ou tutrice, les enfants présentant un retard de croissance ou une insuffisance pondérale seront accueillis une fois par mois au dispensaire pour recevoir des conseils spéciaux en matière de nutrition et être suivis dans leur développement physique.

### **Appui et coordination**

38. Le projet NMI sera mis en oeuvre dans le cadre général du Ministère de la santé, qui sera le partenaire direct d'exécution de la part du gouvernement: la coordination avec le Ministère de la planification, qui est le ministère responsable de l'exécution du PNIP appuyé par l'UNICEF, sera essentielle.
39. Le suivi régulier de la situation nutritionnelle doit être établi à l'échelle du district, en recourant dans toute la mesure possible au système actuel de fiches de santé maternelle et de fiches de suivi de la croissance (voir paragraphes 40 à 42). La collecte et l'analyse des données doivent être rationalisées et renforcées. Le PAM recherchera l'aide d'autres parties prenantes, notamment l'UNICEF, la Banque mondiale et le FNUAP, pour former le personnel du Ministère de la santé à cet effet.

### **Suivi et évaluation**

40. Le suivi reposera sur le système actuel du programme d'alimentation complémentaire *Thriposha*, y compris l'analyse des données provenant:
- **des fiches de suivi de la croissance**, remises à chaque enfant dès sa première visite au centre de santé maternelle et infantile;
  - **des fiches de santé maternelle**, fournies à chaque femme enceinte dès sa première visite au centre de soins prénataux; et



- **des fiches de distribution des rations**, qui seront contresignées chaque mois par la personne bénéficiaire (la mère ou la tutrice pour les enfants) au moment de la réception des vivres.
41. Chaque fonctionnaire médical sera responsable du suivi de l'enregistrement, et compilera le Rapport mensuel de recensement et d'inventaire. Le PAM utilisera ce rapport pour programmer ses livraisons d'aide alimentaire.
  42. Un Rapport annuel de district sur la situation nutritionnelle permettra aux autorités des districts de suivre l'incidence des enfants dont le poids est inférieur à la norme et des nourrissons qui ne pèsent pas assez à la naissance. Les informations nutritionnelles collectées à travers le programme d'alimentation complémentaire du gouvernement fourniront des données comparatives pour les évaluations régulières des progrès et de l'impact de l'intervention du PAM. Des études de cohorte permettront d'en estimer l'incidence positive sur la croissance et le développement des participants et d'identifier les étapes les plus critiques de la croissance face au risque de malnutrition. Ces données permettront d'effectuer régulièrement l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV) afin de mettre à jour les données sur l'évolution de la sécurité alimentaire dans les zones couvertes par le PAM.

## Activité fondamentale 2: Aide au renforcement des moyens de subsistance des ménages ruraux pauvres

### *Orientation stratégique*

43. L'activité 2, qui est la principale intervention permettant d'offrir aux ménages ruraux atteints d'insécurité alimentaire les chances et l'appui nécessaires pour se doter de moyens d'existence plus durables, se rattache à l'objectif 5 de la politique du PAM visant à favoriser le développement: permettre aux ménages qui sont tributaires de ressources naturelles dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables.

### *Analyse des problèmes*

44. Les moyens de subsistance des ménages d'agriculteurs doublés d'ouvriers occasionnels dépendent en grande partie de l'agriculture pluviale. L'eau d'irrigation complète les pluies, permettant aux cultivateurs de faire face à la répartition irrégulière et imprévisible des précipitations et assurant la production d'au moins une récolte de paddy dans les fonds de vallées pendant la principale saison des pluies (Maha), d'octobre à février. Avec des précipitations plus importantes, l'eau d'irrigation peut être utilisée pour obtenir une seconde récolte, de paddy ou d'autres cultures vivrières, pendant la saison pluvieuse secondaire (Yala), d'avril à septembre.
45. La méthode la plus courante pour accroître les disponibilités d'eau d'irrigation consiste à stocker l'eau de pluie dans les réservoirs villageois (diguettes en terre, ou autres ouvrages similaires). L'approvisionnement en eau de pluie peut également être complété grâce à des puits-citerne (à usage domestique ou pour les activités agricoles) et à la dérivation des cours d'eau semi-permanents au moyen de barrages et de canaux.
46. Si la culture du paddy est une activité importante, elle n'est qu'un élément de l'économie globale des ménages fondée sur le stockage des eaux. Les ménages n'ont pas tous accès à des terres rizicoles irriguées ("bas-fonds"), mais la plupart, y compris ceux qui possèdent des terres rizicoles, cultivent des terres situées en altitude (hautes-terres) en régime pluvial. Cette exploitation en sec donne des récoltes pour la consommation domestique et pour la



vente. En raison du risque couru, peu de cultivateurs utilisent des engrais ou des semences améliorées, et le recours à l'eau d'irrigation est rare.

47. Les ménages cultivent aussi les terres situées aux abords immédiats de la ferme. Cette activité est largement dévolue aux femmes qui cultivent ainsi, pour l'essentiel, des fruits et légumes, utilisés pour la consommation familiale ou vendus pour compléter les revenus en espèces du ménage, l'argent gagné étant géré par les femmes elles-mêmes. Comme plus haut, les schémas d'exploitation ne sont généralement pas systématiques, et l'utilisation d'engrais et d'irrigation est quasiment nulle.
48. Les conditions varient beaucoup d'une communauté à l'autre; toutefois, l'amélioration de l'approvisionnement en eau d'irrigation (mais pas nécessairement des réservoirs villageois dont l'usage, pour des raisons matérielles et sociales, est principalement confiné à la culture du paddy) est l'urgence sur laquelle tant les hommes que les femmes insistent le plus souvent aux fins du développement. D'autres ouvrages communautaires, tels que la construction de routes d'accès et des améliorations agricoles sont des préoccupations majeures parmi les hommes tandis que les femmes accordent une priorité élevée à la disponibilité d'eau potable et à la mise en valeur des potagers familiaux. Bon nombre de ces communautés reculées ne disposent pas d'infrastructures sociales de base, telles que dispensaires, voies d'accès, garderies, etc.

### **Objectifs et résultats escomptés**

49. L'objectif à long terme de cette activité est d'accroître durablement la production agricole et les revenus des ménages ruraux pauvres.
50. Les objectifs immédiats consistent à:
- améliorer et modifier les pratiques agricoles pour entraîner une amélioration générale (et durable) des niveaux de production agricole;
  - responsabiliser les communautés vis-à-vis de la conservation des actifs créés; et
  - renforcer la participation des femmes à la prise de décisions et les encourager à accéder aux ressources et à les contrôler.

### **Rôle et modalités de l'aide alimentaire**

51. Le travail sera entrepris principalement pendant la campagne agricole secondaire, habituellement entre avril et septembre dans les zones arides, lorsque les prix des denrées sont les plus élevés et que les familles pauvres sont généralement obligées de réduire leur consommation alimentaire. La migration pour chercher du travail est une stratégie courante de survie pendant cette période. L'aide alimentaire aidera donc à compléter le régime alimentaire et remplacera aussi les revenus perdus à cause de l'exode, les agriculteurs-ouvriers étant alors en mesure d'investir leur temps et leurs ressources pour des travaux d'amélioration des infrastructures communautaires.
52. Tout participant à des activités VCT, ou participant à une activité de formation recevra 2,5 kilogrammes de riz, 300 grammes de légumineuses et 150 grammes de sucre pour chaque journée de travail. Cette ration est calculée pour une famille moyenne de cinq personnes. En plus de la ration alimentaire, chaque travailleur VCT recevra de l'État une allocation de 10 roupies par journée de travail pour contribuer à ses dépenses non alimentaires et l'empêcher de vendre les vivres pour couvrir ces besoins. Chaque travailleur devrait être employé pendant 112 jours, et les participants aux activités de formation y passeront chacun six journées en moyenne.



### **Stratégie d'exécution**

53. L'activité VCT se développe à partir du soutien actuel du PAM aux petits systèmes d'irrigation, qui devrait prendre fin en 2003. Ainsi, la nouvelle activité continuera de mettre principalement l'accent sur la remise en état des petits systèmes d'irrigation, puisque c'est dans ce domaine que le PAM et le Département du développement agricole (DAD) possèdent la plus vaste expérience. En outre, le DAD a lancé d'autres types d'interventions, notamment l'amélioration des cultures pluviales dans les hautes-terres et des potagers familiaux. Aussi est-il bien placé pour être le maître d'oeuvre de cette diversification d'activités.
54. La composition finale du portefeuille dépendra des priorités de chaque communauté, des capacités des partenaires d'exécution et de la disponibilité d'appui technique de la part d'autres institutions gouvernementales, des ONG et d'autres partenaires<sup>14</sup>. D'ici la fin de la période du programme de pays, il est estimé qu'au moins 40 pour cent des ressources VCT seront utilisées annuellement pour des activités autres que la remise en état des réservoirs. Des interventions destinées à résoudre d'autres problèmes liés à l'économie familiale seront régulièrement introduites pendant toute la durée du programme de pays. Les infrastructures sociales, telles que les bâtiments communautaires polyvalents (qui fournissent un espace pour les organisations paysannes, les dispensaires, les garderies, etc.) et des voies d'accès, seront construites grâce aux activités VCT. Les interventions novatrices seront introduites à titre d'essai et ne seront étendues qu'après avoir été déclarées viables et efficaces à l'issue d'un examen technique.
55. Les rations alimentaires viendront également en appui aux activités de formation. La formation nutritionnelle communautaire sera coordonnée par des fonctionnaires du DAD en collaboration avec les autorités sanitaires locales et/ou avec des ONG locales qui transmettent ces messages aux villageois. Cette initiative complétera les interventions d'éducation nutritionnelle de l'activité de NMI.
56. L'accent sera mis davantage sur le renforcement des capacités communautaires. Les organisations paysannes seront établies, réactivées ou renforcées pour représenter les intérêts de la communauté. Elles seront responsables de la distribution des aliments, du suivi et de la gestion des actifs créés.
57. Des efforts seront entrepris pour encourager les femmes à entrer plus nombreuses dans les organisations d'agriculteurs et pour accroître la proportion de femmes membres, en passant du taux actuel de 38 pour cent à une présence d'au moins 45 pour cent pour garantir une meilleure prise en compte de leurs priorités. Les femmes seront aussi encouragées à se faire nommer parmi les cadres des organisations paysannes, l'objectif étant d'arriver à ce que 60 pour cent au moins des membres de chaque comité exécutif soient des femmes. Tous les membres des comités exécutifs recevront une formation spéciale dans des domaines tels que les techniques d'animation, la gestion de l'eau et l'introduction de nouvelles cultures agricoles.
58. Les ressources vivrières serviront d'appui aux programmes de formation destinés à développer le rôle des organisations paysannes, à renforcer les aptitudes des agricultrices (pour l'exploitation de leurs propres parcelles, les potagers familiaux, la production animale, etc.) et à accroître leur participation à la prise de décisions.
59. Les organisateurs institutionnels, particulièrement ceux que recrutera le DAD pour la mise en oeuvre des activités assistées par le PAM, faciliteront le renforcement des

---

<sup>14</sup> Tandis que l'actuelle initiative conjointe PAM/FIDA pour la remise en état des réservoirs touche à sa fin (en 2001), d'autres arrangements de collaboration sont à l'étude.





capacités d'auto-assistance. Les organisateurs institutionnels serviront de canal entre les organisations d'agriculteurs et les autorités du DAD et des DSD. Faisant appel à des techniques participatives, ils collecteront aussi des informations sur les besoins et les priorités de développement des hommes et des femmes de la communauté, qui serviront à formuler des interventions bénéficiant d'une aide alimentaire et permettront d'évaluer dans quelle mesure l'aide du PAM aura contribué à accroître les revenus et à diminuer la pauvreté. Les organisateurs institutionnels recevront une formation spéciale aux techniques participatives afin de mieux identifier les besoins et priorités des communautés. Actuellement, la moitié environ d'entre eux sont des femmes et cette proportion sera portée à 70 pour cent au moins.

### **Bénéficiaires et avantages escomptés**

60. Quelque 41 800 participants, dont 60 pour cent de femmes, devraient recevoir une aide alimentaire par le biais de cette activité. Le nombre annuel de participants baissera progressivement de 10 400 la première année du programme de pays à 7 500 la dernière année. Les bénéficiaires de l'aide alimentaire seront 209 000 au total, dont 82 pour cent de femmes et d'enfants.
61. Les avoirs physiques et humains créés à travers les activités VCT et vivres pour la formation (VPF) aideront à diversifier les systèmes d'exploitation et à accroître la production de façon durable, ce qui devrait relever les revenus agricoles des ménages et, partant, réduire la pauvreté.

### **Appui et coordination**

62. Le DAD coordonnera son action avec d'autres institutions gouvernementales et des ONG pour l'appui technique requis, en utilisant le réseau existant des centres de services agricoles qui sont placés sous la direction générale du DAD. Cette coordination permettra de rapprocher des experts de plusieurs services agricoles, notamment en irrigation, semences et engrais, conservation des sols, forêts et élevage.
63. Le personnel local du DAD nécessite un surcroît de capacités dans quelques domaines importants, notamment:
  - l'emploi des techniques d'animation; et
  - l'utilisation de l'analyse coût-efficacité.
64. Des modules spéciaux de formation et des aides visuelles seront mis au point par le DAD afin d'aider les organisateurs institutionnels à familiariser les organisations paysannes avec les techniques de gestion des groupes, les principes de gestion de l'eau, l'amélioration de la production par la diversification, l'utilisation plus efficace des intrants agricoles et à les initier aux techniques d'exploitation améliorée pour les cultures pluviales et les jardins familiaux.

### **Suivi et évaluation**

65. Le PAM et le DAD ont élaboré des formulaires de suivi pour compiler les données collectées dans les villages, les divisions et les districts. Sous la direction des organisateurs institutionnels, une analyse des besoins communautaires sera menée avant la fourniture de l'aide du PAM. Les informations qualitatives seront complétées d'informations quantitatives collectées par les organisateurs institutionnels au moyen de formulaires normalisés, notamment des données sur:
  - la surface cultivée par type de terre;



- les actuels schémas et intensités de culture;
- la productivité des deux années précédentes;
- les principales sources de revenus (en se fondant sur les prix agricoles locaux pour évaluer les revenus de la production propre); et
- la demande de main-d'oeuvre non agricole.

### **Activité fondamentale 3: Aide aux colons du projet d'irrigation d'Uda Walawe**

#### ***Orientation stratégique***

66. Il s'agit de la seconde activité destinée à appuyer l'installation de paysans sans terre, qui vivent dans l'insécurité alimentaire, sur des terres qui sont développées dans la zone d'Uda Walawe dans le cadre d'un projet d'irrigation plus vaste. Ceci se rattache à l'objectif 5 de la politique visant à favoriser le développement: permettre aux ménages qui sont tributaires de ressources naturelles dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables.

#### ***Analyse des problèmes***

67. L'une des grandes causes de la pauvreté dans les zones rurales est la non possession de terres. Les paysans sans terre empiètent souvent sur des terres qui, en l'état actuel, ne sont pas aptes à la production agricole. Le gouvernement a lancé un programme d'amélioration des terres prévoyant la fourniture d'équipement d'irrigation. Les agriculteurs peuvent ainsi passer à un mode d'exploitation plus stable.

#### ***Objectifs et résultats escomptés***

68. L'objectif à long terme est d'accroître durablement les revenus agricoles des ménages ruraux sans terre.
69. Les objectifs immédiats consistent à:
- permettre aux ménages de colons de se construire un logement et de préparer les terres irriguées nouvellement obtenues avant leur mise en culture;
  - renforcer la participation des femmes et encourager leur accès aux ressources et leur contrôle sur celles-ci; et
  - responsabiliser les communautés vis-à-vis des actifs créés.
70. Dans le cadre de cette activité, 40 pour cent au moins des colons seront choisis parmi des femmes candidates.

#### ***Rôle et modalités de l'aide alimentaire***

71. Les rations alimentaires familiales sont fournies pendant l'installation des colons, ce qui permet à ces familles de concentrer l'effort sur la construction de leur ferme et le développement de leurs terres. Cette activité devrait prendre fin en 2003.
72. Les rations alimentaires du PAM sont fournies aux nouveaux colons pendant une période de 18 mois maximum. La ration alimentaire familiale sera composée de 2,5 kilogrammes de riz, 300 grammes de légumineuses et 150 grammes de sucre par jour.



### **Stratégie d'exécution**

73. L'Autorité Mahaweli du Sri Lanka (MASL) exécutera cette activité. Elle a préparé une enveloppe pour la colonisation rurale, d'un montant approximatif de 250 dollars par ménage, afin d'aider les nouveaux colons à :
- construire des habitations et des latrines;
  - entreprendre la conservation des sols et le défrichage des terres;
  - installer une source d'eau potable;
  - obtenir des outils agricoles essentiels; et
  - obtenir des semences et du matériel de plantation pour la culture en plein champ et les jardins familiaux.

### **Bénéficiaires et avantages escomptés**

74. La disponibilité de l'eau d'irrigation du projet d'Uda Walawe fournit le cadre géographique de cette activité. Le groupe des bénéficiaires est similaire aux participants des autres activités du présent programme de pays —c'est-à-dire les ménages ruraux pauvres et marginaux.
75. Dans cette activité, 1 350 ménages (représentant environ 6 750 personnes) recevront une parcelle irriguée à cultiver; 300 ménages supplémentaires s'installeront sur des parcelles qui pourront recevoir l'eau d'irrigation après 2003. En outre, tous les colons recevront un bout de terre pour y installer leur jardin potager. Au total, 240 parmi ces ménages seront dirigés par une femme.

### **Appui et coordination**

76. L'aide du PAM aux familles de colons complète le financement du gouvernement et de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC), qui fournit déjà 30 millions de dollars sous forme de prêt pour la construction de l'équipement et des infrastructures d'irrigation. Une fois que les travaux en cours seront terminés, le gouvernement entamera le développement des terres qui bordent la zone du projet au sud. Les coûts estimés pour le développement de cette phase ultérieure sont de 100 millions de dollars, qui seront aussi financés par la JBIC.

### **Suivi et évaluation**

77. Avec le soutien du PAM, le personnel de terrain entreprendra une enquête de base pour collecter des données socio-économiques et anthropométriques, qui formeront la base d'un suivi permanent des indicateurs principaux. Des formulaires normalisés seront utilisés pour collecter des données sur le nombre et le type de bénéficiaires, ventilés par sexe, et sur la distribution des vivres.
78. Un examen des effets techniques et sociologiques de cette activité sera entrepris début 2003 afin de déterminer l'impact de l'aide du PAM et de formuler des recommandations au sujet de la poursuite de l'appui du PAM à la prochaine phase du projet.



## Activités d'appui

### *Plaidoyer et renforcement des capacités*

79. Afin de renforcer les trois activités, et en particulier pour encourager l'adoption de solutions novatrices dans le cadre du programme de pays concernant d'autres interventions de sécurité alimentaire entreprises par le gouvernement et ses partenaires de développement, le bureau de pays du PAM jouera un rôle actif de plaidoyer dans les principaux domaines ci-après:
- Amélioration du ciblage des programmes d'aide vers les plus nécessiteux, en particulier pour encourager les partenaires du développement à concentrer leurs activités sur les zones identifiées par le PAM comme étant celles où l'insécurité alimentaire est la plus grave.
  - Renforcer les programmes nutritionnels du gouvernement, en particulier par une meilleure utilisation des micronutriments pour lutter contre la malnutrition.
  - Explorer le potentiel de renforcement de la collaboration avec les programmes d'assistance sociale du gouvernement, en particulier le programme Samurdhi, sa principale initiative de lutte contre la pauvreté, qui pourrait en temps utile prendre la suite de l'aide du PAM.
  - Accroître encore l'accès des femmes aux ressources et leur contrôle sur celles-ci.
  - Accroître le rôle des femmes dans les organismes chargés de la prise de décisions.
  - Augmenter la proportion de femmes dans les organismes partenaires, et appuyer leur formation, afin d'avoir une représentation plus équilibrée des deux sexes dans les effectifs des institutions partenaires.
  - Mieux tenir compte des besoins et des priorités des femmes par une utilisation plus vaste des méthodes participatives, particulièrement par les institutions publiques telles que le DAD.
  - Améliorer la qualité des aliments composés et l'appoint en micronutriments.
80. Le renforcement des capacités locales insistera sur la formation du personnel des institutions exécutantes dans les domaines suivants:
- transparence des procédures de gestion des projets;
  - utilisation de techniques participatives;
  - analyse coût-efficacité pour les interventions sur petite échelle (seulement pour du personnel sélectionné); et
  - évaluation et suivi des projets.

### *Rôle de l'ACV*

81. Les analyses de vulnérabilité ont revêtu une importance critique dans le processus de planification du programme de pays et ont été utilisées comme outil principal pour l'identification des districts cibles. Dans le cadre des activités ACV en cours, le bureau de pays:
- identifiera les DSD cible pour la mise en oeuvre du programme de pays, à travers l'analyse des données devenues disponibles sur la pauvreté et la malnutrition;
  - aidera à l'identification des possibilités de développement, et les obstacles à celui-ci, dans les communautés cibles;



- fournira un appui statistique en vue d'un plaidoyer efficace pour mieux cibler les programmes de protection sociale et de sécurité alimentaire.
82. Le bureau de pays mettra régulièrement à jour ses analyses de vulnérabilité et de sécurité alimentaire. Ces dernières seront communiquées aux organismes gouvernementaux, autorités locales et autres institutions concernées afin d'avoir un jugement commun des niveaux de pauvreté et de malnutrition, et de recentrer en connaissance de cause les interventions de développement et les filets de sécurité sociale sur les régions et les groupes qui en ont le plus besoin.

### *Intégration de la problématique hommes-femmes*

83. Le programme de pays du Sri Lanka s'efforce de remplir les Engagements du PAM en faveur des femmes<sup>15</sup> par:
- **Un accès direct à une nourriture suffisante et appropriée.** La nutrition maternelle et infantile répond spécifiquement aux carences nutritionnelles et en micronutriments des femmes et des enfants. Dans les activités de NMI et de colonisation rurale, les rations alimentaires ne seront remises qu'à des femmes.
  - **Un accès égal des femmes, et leur pleine participation, aux structures du pouvoir et à la prise de décisions.** Les femmes seront encouragées à devenir membres des organisations paysannes pour que leurs priorités soient mieux prises en compte. La représentation des femmes parmi les cadres des organisations paysannes passera à 45 pour cent minimum. Soixante-dix pour cent des organisateurs institutionnels seront des femmes. Les activités connexes incluront une formation à l'animation et à la gestion pour les femmes dans les structures de gestion des projets.
  - **Un accès égal des femmes aux ressources, à l'emploi, aux marchés et au commerce.** Plus de 70 pour cent des participants du programme de pays et 90 pour cent des bénéficiaires de l'aide alimentaire seront des femmes et des enfants. Plus important encore, les activités VCT seront concentrées plus directement sur les besoins et les priorités des femmes, et chercheront à accroître leurs chances de revenus additionnels et à développer la création d'actifs dont elles puissent avoir le contrôle ou la jouissance immédiate.
  - **L'utilisation de données ventilées par sexe.** Ces données seront obtenues et disséminées dans des rapports et des enquêtes pour la planification et l'évaluation.
  - **Une analyse sexospécifique des données** qui aidera le PAM à planifier les interventions selon les besoins spécifiques des hommes et des femmes, en distinguant les contraintes, les besoins et les priorités qui leur sont propres.
  - **L'amélioration de la transparence.** Les engagements relatifs à la problématique hommes-femmes seront reflétés dans les documents opérationnels et les accords.

### Principaux problèmes, hypothèses et risques

84. Un point capital pour le succès du programme de pays est la capacité technique des organismes partenaires, en particulier au niveau provincial. Le PAM renforcera les partenariats avec d'autres institutions, telles que l'UNICEF, le PNUD, la FAO, le FIDA, l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) et quelques ONG, sous forme d'un

---

<sup>15</sup> Le PAM préside le Groupe thématique des Nations Unies sur les sexospécificités qui a pour but de renforcer les mécanismes d'intégration de la problématique hommes-femmes au sein des organisations des Nations Unies pour garantir le renforcement de l'autonomie et l'avancement des femmes.



appui technique de la part des partenaires d'exécution. Cette collaboration prévoit entre autre que:

- L'UNICEF fournira un appui à la formation nutritionnelle et sanitaire connexe, dans le cadre du PNIP.
- Le PNUD appuiera, sous forme décentralisée, la mise en oeuvre du programme de pays dans le cadre de son projet de gouvernance dans la Province d'Uva.
- Le FIDA s'occupera de la remise en état des petits systèmes d'irrigation, de la mobilisation sociale, etc., dans le cadre de son Projet de développement rural participatif.
- Le GTZ fournira une assistance technique pour améliorer encore le suivi du programme de pays.

85. La coordination avec les activités d'autres institutions sera un élément important pour que l'aide alimentaire du PAM ait l'impact désiré. Cela s'applique tout particulièrement à l'intervention de NMI. L'alimentation complémentaire ne suffit pas pour combattre les causes sous-jacentes de la malnutrition et devrait être intégrée à d'autres interventions dans le domaine de la nutrition et de la santé. Les carences des services de soins prénataux et pédiatriques, en raison de la pénurie de personnel formé ou d'équipements insuffisants risquent d'annuler les avantages attendus. Ce danger est particulièrement élevé en l'absence d'une programmation conjointe avec d'autres institutions fournissant un appui technique et matériel à la nutrition et à la santé maternelles et infantiles.
86. Un appui à la création d'actifs à travers la participation communautaire sera le plus vaste élément de l'aide au développement du PAM au Sri Lanka. Dans certaines des DSD pour lesquelles l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité ont indiqué un fort taux d'insécurité alimentaire, il se peut que certains types d'actifs ne soient pas envisageables. Un défi majeur sera donc de trouver d'autres interventions VCT aptes à répondre aux besoins particuliers de ces districts concernant la création de moyens de subsistance.
87. La croissance économique du Sri Lanka a été gravement entravée par le conflit dans le Nord-Est. Une résurgence majeure du conflit pourrait sérieusement détourner les ressources et la main-d'oeuvre du gouvernement, et limiter l'efficacité des interventions de développement du PAM.
88. Malgré le conflit, l'économie du Sri Lanka a continué de croître et si la croissance économique continue au même niveau que les 10 dernières années, l'aide au développement du PAM pourrait ne pas être nécessaire après 2006. L'un des principaux axes du programme de pays est de renforcer les programmes du gouvernement pour lutter contre la pauvreté et la malnutrition en encourageant un meilleur ciblage des communautés les plus pauvres —et en répondant mieux à leurs besoins— pour que ces programmes puissent se substituer aux activités du PAM. Un examen à mi-parcours du programme de pays, réalisé en 2004, permettra entre autres de déterminer si l'aide au développement du PAM est encore nécessaire.

## PROCESSUS DE GESTION DU PROGRAMME

### Examen préalable

89. Des résumés d'activité seront mis au point lors des missions d'examen préalable, envoyées sur place après l'approbation du programme de pays, et seront ensuite approuvés par un Groupe consultatif sur l'aide alimentaire.



## Exécution du programme

90. Le programme de pays représente une évolution dans trois domaines importants:

- L'intervention de NMI, une nouvelle activité pour le PAM au Sri Lanka, commencera en 2002 et sera progressivement élargie de pair avec l'amélioration des capacités de mise en oeuvre des pouvoirs locaux et avec l'expansion de programmes efficaces d'éducation à la santé et à la nutrition d'autres partenaires. Au cours des trois dernières années du programme de pays, cette activité devrait représenter au moins 40 pour cent des ressources annuelles fournies par le PAM.
- Des activités VCT de type nouveau, qui sont actuellement presque entièrement limitées à la remise en état de petits réservoirs d'irrigation, seront introduites progressivement pour combattre la pauvreté plus efficacement en travaillant sur les systèmes d'utilisation des terres des communautés. Avec le renforcement plus marqué du rôle des femmes dans les activités économiques, l'aide du PAM sera graduellement retirée de la remise en état des réservoirs et orientée vers la fourniture d'eau d'irrigation pour que toutes les activités liées au travail de la terre puissent être appuyées avec des moyens appropriés, notamment par:
  - la production irriguée de paddy;
  - la plantation d'autres cultures vivrières ou de rente irriguées;
  - la culture pluviale de hautes-terres, qui fournit souvent les principales récoltes de rente; et
  - les potagers familiaux qui sont généralement tenus par les femmes.
- L'aide du PAM se concentrera sur les domaines ayant la plus forte incidence de pauvreté et de malnutrition.

91. Les critères qui permettront de sélectionner les DSD où implanter les activités bénéficiant de l'aide du PAM seront:

- **Le niveau global de malnutrition à l'échelle du DSD.** Le faible poids à la naissance sera utilisé comme un indice de la malnutrition des mères. Le rapport poids/âge sera utilisé comme indicateur pour mesurer l'incidence de la malnutrition chez les enfants. Des données provenant de l'Enquête sanitaire et démographique de 2000 et les données afférentes à la nutrition actuellement collectées par le biais du système de rapports du gouvernement dans le cadre de son programme d'alimentation complémentaire, seront utilisées pour identifier la situation nutritionnelle dans les DSD.
- **La présence du PNIP ou d'autres interventions similaires de santé et de nutrition.** Le PNIP est actuellement présent dans quelques communautés de sept des huit districts identifiés par le PAM comme étant les plus gravement touchés par l'insécurité alimentaire.
- **Le niveau global de pauvreté à l'échelle du DSD.** Les données de l'Enquête sur les revenus et les dépenses des ménages effectuée en 2000 seront utilisées pour identifier la pauvreté et la consommation alimentaire dans les DSD.

92. La présence des deux activités appuyées par le PAM dans la même communauté encouragera les synergies entre programmes, qui seront encore renforcées par:

- l'inclusion d'un élément d'éducation à la nutrition pour les communautés participant aux activités VCT;



- la combinaison des messages nutritionnels de l'activité NMI (comme sur la nécessité de consommer davantage d'aliments plus nutritifs) avec des activités VCT (telles que les potagers familiaux); et
  - la construction de bâtiments communautaires polyvalents grâce aux VCT, qui pourront être utilisés comme dispensaires pour l'activité de NMI.
93. Les objectifs de travail pour chaque activité seront ajustés annuellement sur la base des performances précédentes et d'une évaluation des capacités de la contrepartie et des contraintes.
94. Il est essentiel que l'ensemble des hommes et des femmes vivant dans la communauté ainsi que des représentants gouvernementaux participent à la conception, à la mise en oeuvre et au suivi des activités assistées par le PAM afin que la communauté puisse s'approprier les programmes proposés. Le PAM encouragera les partenaires d'exécution à introduire des méthodes plus participatives dans le choix et la conception des interventions. Le PAM appuiera des programmes techniques pour renforcer la capacité de gestion des partenaires d'exécution et pour orienter les institutions vers les principes de durabilité, de participation, de renforcement de l'autonomie des femmes et de réflexion axée sur les résultats, contenus dans le programme de pays.
95. Le PAM adoptera une approche échelonnée dans la fourniture d'aliments composés pour l'intervention de NMI. Au départ, les aliments composés seront importés et reconditionnés au Sri Lanka. Si les usines locales augmentent assez leur capacité pour répondre aux besoins du programme NMI sans préjudice pour les autres utilisations locales, le PAM importera les principaux ingrédients qui seront alors traités sur place. Si la production locale des ingrédients requis se développe suffisamment pour satisfaire l'ensemble de la demande locale, à des conditions économiques convenables, le PAM achètera les aliments composés aux industriels locaux.
96. Au cours de ces dernières années, les importations de riz ont été minimales mais les besoins en blé n'ont pu être satisfaits qu'en important des quantités qui ont généralement dépassé les 800 000 tonnes par an. Le PAM explorera la possibilité d'un échange de riz de production locale contre du blé importé, surtout dans les années où la production nationale est excédentaire ou bien le PAM étudiera la possibilité d'acheter le riz localement.
97. La Division des ressources extérieures aura la responsabilité opérationnelle de rendre compte des progrès de la mise en oeuvre du programme de pays en coordination avec le Ministère de la santé, le Département du développement agricole et l'Autorité Mahaweli du Sri Lanka, qui sont responsables de la mise en oeuvre de certaines activités.
98. L'introduction du programme de pays nécessitera un ajustement des effectifs du bureau de pays et de son budget. Le PAM ouvrira deux bureaux auxiliaires dans les provinces du sud et du centre-nord pour faciliter le contact direct avec les partenaires aux échelons provincial et local.

### Suivi et évaluation du programme de pays

99. Les données primaires sur la malnutrition et les revenus pour suivre les effets du programme de pays (voir annexe II) seront collectées et traitées en collaboration étroite avec les unités statistiques du Bureau de santé de la famille du Ministère de la santé, du DAD et du MASL.
100. La disponibilité comparativement bonne de données secondaires aux niveaux du pays et du district facilitera le suivi de l'impact du programme de pays. Des mesures des progrès accomplis pour atteindre l'objectif général d'améliorer la sécurité alimentaire de la





population cible nécessiteront une communication étroite entre les activités de suivi et d'évaluation et l'ACV. Des études spéciales seront utilisées de manière sélective pour compléter les données ACV obtenues à partir de l'analyse des sources secondaires.

101. Le suivi des effets du programme et des modifications qui en résulteront au plan de la sécurité alimentaire nationale seront utiles non seulement pour la gestion du programme et la promotion de ses principes, mais aussi pour juger de l'utilité de poursuivre l'aide du PAM.

102. Le suivi fournira des données ventilées par sexe à travers:

- un rapport d'avancement trimestriel de chaque activité sur les distribution de vivres et les participants;
- un rapport biennal d'exécution du projet, fondé sur les données quantitatives collectées par le personnel de terrain du projet en utilisant des formulaires normalisés; et
- des informations qualitatives collectées par des contrôleurs du PAM chargés du suivi sur la situation générale de chaque activité.

### Activités complémentaires

103. Le PAM s'efforcera d'étendre la couverture de l'intervention de NMI —selon que les autorités locales auront la capacité de mettre en oeuvre un programme plus vaste et sous réserve de la disponibilité de services d'éducation à la santé et à la nutrition par l'intermédiaire du PNIP— et d'appuyer les propositions du gouvernement d'installer d'autres familles sans terre dans la zone du projet d'Uda Walawe, si:

- la phase actuelle du projet s'avère efficace; et
- les bénéficiaires proposés répondent aux critères de ciblage du PAM.

104. La mise en oeuvre des activités complémentaires dépendra de la disponibilité de fonds bilatéraux ou de contributions multilatérales à emploi spécifique. Toutes les ressources du PAM dépendent de contributions volontaires.

---

## RECOMMANDATION

105. Pour le programme de pays proposé pour le Sri Lanka, qui couvre la période 2002-2006, le Directeur exécutif demande au Conseil d'administration d'approuver, dans la limite des ressources disponibles, l'allocation de 10,1 millions de dollars, couvrant la totalité des coûts opérationnels directs de base, et de 3,1 millions de dollars pour des activités complémentaires.



## ANNEXE I

### RESUME DU SSP POUR LE SRI LANKA (WFP/EB.2/2001/4/3)

Sri Lanka est un pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) qui compte 19 millions d'habitants. Il a réalisé des progrès considérables au plan du développement humain et économique. D'importants investissements dans les ressources humaines, la promotion de l'égalité entre hommes et femmes et la libéralisation précoce de l'économie l'ont placé dans la catégorie des pays à développement humain moyen. L'indicateur de développement humain (IDH) s'établit à 84, l'indicateur sexospécifique du développement humain à 68, et le produit national brut (PNB) par habitant est de 820 dollars E.-U. Malgré ces résultats remarquables, un quart au moins de la population continue à souffrir d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Deux principaux facteurs sont à l'origine de cette situation. Tout d'abord, il est bien évident que 17 années de conflit armé ont lourdement pénalisé la performance sociale et économique du pays. Par ailleurs, si l'on se reporte aux réussites des décennies précédentes, force est de constater que les institutions publiques et leurs stratégies de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire ont beaucoup perdu de leur efficacité.

Sans les ressources et les approches novatrices et stimulantes des bailleurs de fonds, il n'est guère probable que la situation des groupes les plus vulnérables puisse connaître de nouvelles améliorations. Les districts ruraux les plus pauvres manquent d'infrastructure économique et de services sociaux de qualité. Des communautés entières sont enfermées dans le cercle vicieux de la malnutrition et de la pauvreté. L'apport alimentaire quotidien moyen des familles est inférieur de 25 pour cent au niveau recommandé par la FAO/OMS, soit 2 100 kilocalories par personne, et les taux de malnutrition (insuffisance pondérale) des jeunes enfants atteignent 50 pour cent. La réduction de la pauvreté par la promotion d'un meilleur accès aux services de base et par la création d'emplois est l'un des secteurs prioritaires du plan du gouvernement pour la lutte contre la pauvreté et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

L'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV) à l'insécurité alimentaire effectuée par le PAM—en-dehors de la zone de conflit—identifie les ménages de petits agriculteurs et d'agriculteurs marginaux comme étant ceux qui ont le plus besoin d'aide alimentaire.

L'insécurité alimentaire de ce groupe a deux dimensions: accès insuffisant à une alimentation adéquate et mauvaise utilisation des aliments résultant d'une éducation nutritionnelle, de soins et de pratiques sanitaires inadéquats. Une intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) conduite par le PAM tente de remédier à la situation tout aussi médiocre, voire pire, de nombreuses familles originaires de la zone de conflit.

Le programme de pays du PAM pour 2002-2006 aura pour but d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages vulnérables, en particulier des mères et des enfants, dans les régions de Sri Lanka où l'insécurité alimentaire est particulièrement répandue et d'appliquer des méthodes novatrices pouvant ultérieurement être reprises et développées dans d'autres opérations d'aide alimentaire exécutées par le gouvernement et ses partenaires pour le développement. Conformément à la décision 1999/EB.A/2 du Conseil d'administration, le PAM axe ses activités de développement sur cinq objectifs. Le programme pour Sri Lanka visera les objectifs 1 et 5: permettre aux jeunes enfants, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes de satisfaire leurs besoins nutritionnels spéciaux et leurs besoins sanitaires connexes; et permettre aux ménages qui sont tributaires de ressources naturelles dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables. On estime que le programme de pays appliquant la stratégie esquissée dans le présent schéma de stratégie de pays (SSP) bénéficiera chaque année à environ 170 000 personnes. Il abordera



aussi deux problèmes connexes, l'égalité entre hommes et femmes et la protection de l'environnement. Conformément aux Engagements du PAM en faveur des femmes, et à la lumière de la situation particulière régnant à Sri Lanka, une attention spéciale ira à la participation des femmes aux décisions, ainsi qu'à leur accès aux ressources et au contrôle de celles-ci sur un pied d'égalité avec les hommes.

Les principes à la base du programme de pays seront les suivants: i) instauration d'une meilleure synergie entre les interventions d'aide alimentaire; ii) établissement de partenariats pour assurer la complémentarité des efforts, notamment avec des partenaires des Nations Unies comme l'UNICEF et le Fonds international de développement agricole (FIDA), des donateurs bilatéraux et multilatéraux et des organisations non gouvernementales (ONG) compétentes; et iii) renforcement de la participation communautaire à l'exécution et au suivi du programme. Le suivi des résultats et des problèmes posés par la sécurité alimentaire, outre qu'il facilitera la gestion et la promotion du programme, permettra de savoir quand l'aide du PAM ne sera plus nécessaire.

---

### **PRINCIPAUX POINTS SOULEVES DURANT LE DEBAT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE SSP POUR LE SRI LANKA**

Le Conseil a appuyé la stratégie présentée dans le SSP et a appuyé les modalités de sélection des bénéficiaires. Les nouvelles activités liées à la nutrition et le ciblage des mères et des enfants qui sont proposés dans les zones d'insécurité alimentaire ont été particulièrement appréciés. Quelques membres ont souligné la nécessité de resserrer la coordination avec les institutions du système des Nations Unies. Le Secrétariat a fait observer qu'il serait bon de relier la nouvelle intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) à Sri Lanka au Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA) de la FAO, qui couvraient de nombreux domaines communs.

Le Conseil a été informé que les activités du PAM à Sri Lanka étaient axées principalement sur l'aide humanitaire aux victimes des conflits. En réponse à la question d'un des membres le Secrétariat a précisé que certaines activités antérieures se poursuivraient dans le cadre du projet de programme de pays. Le Secrétariat a donné au Conseil des détails sur les capacités de suivi du PAM dans les zones de conflit et hors des conflits.



## Cadre logique du programme de pays du Sri Lanka Classement des objectifs

### Objectif général du programme de pays

**Amélioration de la sécurité alimentaire (accès et utilisation) des personnes les plus vulnérables dans les régions de Sri Lanka où l'insécurité alimentaire est particulièrement répandue**

#### Politique visant à favoriser le développement Objectif stratégique 1

Permettre aux jeunes enfants, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes de satisfaire leurs besoins nutritionnels spéciaux et leurs besoins sanitaires connexes

#### Politique visant à favoriser le développement Objectif stratégique 5

Permettre aux ménages qui sont tributaires de ressources naturelles dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables.

Changement dans le conditions de vie

#### Activité 1 du programme de pays Aide en matière de nutrition maternelle et infantile

##### *Objectifs à long terme*

Réduire l'incidence du faible poids à la naissance  
Réduire l'incidence de l'insuffisance pondérale des enfants âgés de 6 à 36 mois

##### *Objectifs immédiats*

1. Accroître l'apport en micronutriments chez les enfants âgés de 6 à 36 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes pour atteindre des niveaux adéquats
2. Améliorer les connaissances et les pratiques des femmes enceintes et des mères allaitantes sur leurs besoins en matière de santé et de nutrition et ceux de leurs enfants
3. Doter les communautés des moyens leur permettant d'assumer des responsabilités en matière de nutrition maternelle et infantile

Changement dans le comportement des bénéficiaires

#### Activité 2 du programme de pays Aide au renforcement des moyens de subsistance des ménages ruraux pauvres

##### *Objectif à long terme*

Accroître durablement les revenus agricoles des ménages ruraux pauvres

##### *Objectifs immédiats*

1. Améliorer et modifier les pratiques agricoles pour entraîner une amélioration générale des niveaux de production agricole de façon durable
2. Responsabiliser les communautés vis-à-vis de la conservation des actifs créés
3. Renforcer la participation des femmes à la prise de décisions et les encourager à accéder aux ressources et à les contrôler

#### Activité 3 du programme de pays Aide aux colons du projet d'irrigation d'Uda Walawe

##### *Objectif à long terme*

Accroître durablement les revenus agricoles des ménages ruraux sans terre

##### *Objectifs immédiats*

1. Permettre aux ménages de colons de se construire un logement et de préparer les terres irriguées nouvellement obtenues avant leur mise en culture
2. Renforcer la participation des femmes et encourager leur accès aux ressources et leur contrôle sur celles-ci
3. Responsabiliser les communautés vis-à-vis de la conservation des actifs créés



**RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE  
PROGRAMME DE PAYS POUR LE SRI LANKA (2002–2006)**

Activité du programme de pays et groupe cible	Résultats des activités du programme de pays	Indicateurs*
<p><b>Activité 1:</b></p> <p><b>Aide à la nutrition maternelle et infantile</b></p> <p>Femmes enceintes (six mois après la première consultation et jusqu'à l'accouchement) et mères allaitantes et leurs enfants (de 6 à 36 mois)</p>	<p><b>Impact</b></p> <p>Baisse de l'incidence des naissances d'enfants de faible poids</p> <p>Réduction du taux de malnutrition des enfants âgés de moins de 3 ans</p> <p><b>Effets</b></p> <p>Apport en nutriments des femmes enceintes et des mères allaitantes et des enfants porté à des niveaux appropriés</p> <p>Amélioration des connaissances et pratiques des femmes enceintes et des mères allaitantes concernant leurs besoins nutritionnels et sanitaires connexes et ceux de leurs enfants</p> <p>Prise en charge par les organisations communautaires des responsabilités en matière de NMI</p>	<p><b>Indicateurs d'impact</b></p> <p>Réduction d'au moins 50 pour cent de l'incidence de la faiblesse de poids à la naissance (&lt; 2.5 kg) parmi les bébés des mères bénéficiaires</p> <p>Incidence de l'insuffisance pondérale parmi les enfants bénéficiaires, mesurée en poids/âge réduite de moitié par rapport aux niveaux de 2000</p> <p><b>Indicateurs d'effets (sur 5 ans)</b></p> <p>75 pour cent des femmes prennent le poids voulu pendant la grossesse</p> <p>85 pour cent des enfants ont des courbes de croissance acceptables</p> <p>70 pour cent des mères bénéficiaires ont des connaissances et 50 pour cent mettent en oeuvre des pratiques sanitaires appropriées liées directement ou indirectement à la nutrition, pour elles-mêmes et leurs enfants</p> <p>Dans 50 pour cent des communautés ciblées, les organisations communautaires ont commencé à assumer des responsabilités en matière de NMI comme la participation à l'identification du groupe cible, l'identification des priorités et la distribution des aliments d'appoint</p>



**RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE  
PROGRAMME DE PAYS POUR LE SRI LANKA (2002–2006)**

Activité du programme de pays et groupe cible	Résultats des activités du programme de pays	Indicateurs*
* Les indicateurs sont limités aux seules activités fondamentales du programme de pays. Les objectifs sont des chiffres approximatifs, qui seront arrêtés pendant l'examen préalable des activités du programme de pays.	<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de résultats (base annuelle)</b>
	Les femmes enceintes et les mères allaitantes ont reçu des aliments composés enrichis en micronutriments pour elles-mêmes et leurs enfants	Augmentation du nombre annuel de bénéficiaires ayant reçu régulièrement les rations complètes à emporter d'aliments composés enrichis de: <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ première année: 16 500 femmes enceintes et mères allaitantes, et 25 000 garçons et fillettes;</li> <li>➤ dernière année: 33 300 femmes enceintes et mères allaitantes, et 50 200 garçons et fillettes.</li> </ul>
	Services de santé requis (suivi de la croissance, médicaments, vaccinations, etc.)	Rations pour les mères: 4,5 kg/mois; rations pour les garçons et fillettes: 2,25 kg/mois
	Formation sanitaire liée à la nutrition et aux problèmes connexes	Soins prénataux assurés à toutes les femmes enceintes selon les normes du Ministère de la santé
		Visite médicale de contrôle pour tous les enfants de moins de 3 ans, selon les normes du Ministère de la santé
		Participation régulière de 100 pour cent des mères bénéficiaires aux sessions d'éducation sanitaire liée à la nutrition
<b>Activité 2:</b>	<b>Impact</b>	<b>Indicateurs d'impact</b>
<b>Aide au renforcement des moyens de subsistance des ménages ruraux pauvres</b>	Augmentation des revenus agricoles des ménages ruraux pauvres	Augmentation de 30 pour cent des revenus agricoles moyens dans les ménages bénéficiaires (revenu de la culture de paddy, d'autres cultures agricoles, des cultures de hautes-terres et des potagers familiaux)



**RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE  
PROGRAMME DE PAYS POUR LE SRI LANKA (2002–2006)**

Activité du programme de pays et groupe cible	Résultats des activités du programme de pays	Indicateurs*
Ménages ruraux dépendant de l'agriculture et d'activités non agricoles et vivant dans l'insécurité alimentaire	<b>Effets</b>	<b>Indicateurs d'effets (sur 5 ans)</b>
	Amélioration des conditions de vie des cultivateurs et modification des pratiques agricoles avec pour effet un accroissement généralisé de la production agricole	20 pour cent de la superficie rizicole des basses-terres (total des campagnes maha et yala) réaffectés à d'autres cultures  Augmentation de 25 pour cent de l'intensité de culture sur les basses-terres  Augmentation de 40 pour cent de la valeur de la production des jardins potagers
	Responsabilisation des communautés vis-à-vis des actifs créés	Identification des besoins et des priorités de développement et préparation des plans d'action par chaque communauté.  Un minimum d'une réunion par mois dans 90 pour cent des organisations paysannes
Participation accrue des femmes à la prise de décisions et amélioration de leur accès aux ressources et de leur contrôle sur ces dernières	<b>Résultats</b>	50 pour cent des membres des organisations paysannes sont des femmes  60 pour cent des cadres des organisations paysannes sont des femmes  En moyenne, 40 pour cent des membres qui participent aux réunions des organisations paysannes sont des femmes  Augmentation de 40 pour cent des revenus des jardins potagers des femmes et d'autres activités agricoles
Nouvelles possibilités VCT pour les hommes et les femmes pauvres		<b>Indicateurs de résultats (base annuelle)</b>  1,8 million de rations VCT —composées de 2,5 kg de riz, 300 g de légumineuses et 150 g de sucre distribuées— (60 pour cent aux femmes participantes)



**RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE  
PROGRAMME DE PAYS POUR LE SRI LANKA (2002–2006)**

Activité du programme de pays et groupe cible	Résultats des activités du programme de pays	Indicateurs*
	Nouvelles possibilités VPF pour les hommes et les femmes pauvres des communautés	500 000 rations VPF (comme ci-dessus) distribuées pour des sessions de formation sur la nutrition, la diversification des cultures, la culture familiale, et d'autres activités agricoles rémunératrices (70 pour cent aux femmes participantes)
	Création d'actifs matériels pour les ménages et les communautés	Environ 172 réservoirs remis en état, au choix des communautés respectives
	<i>(Note: Tous les actifs matériels créés sont des estimations, puisqu'ils dépendent du choix des communautés)</i>	Environ 50 ouvrages de dérivation construits
		Environ 290 puits-citerne installés
		Environ 43 bâtiments communautaires (polyvalents) construits
		Environ 87 km de routes d'accès villageoises construites
		D'autres actifs communautaires et familiaux créés à travers les VCT ( <i>Impossibles à spécifier car seront déterminés par les priorités des communautés</i> )
	Valorisation des ressources humaines	
	Pour les cadres des organisations d'agriculteurs	860 cadres des organisations paysannes (au moins 60 pour cent de femmes) formés par des organisateurs institutionnels aux techniques d'animation, à la gestion de l'eau communautaire et à l'entretien des systèmes d'irrigation
		Toutes les femmes cadres des organisations d'agriculteurs formées par des organisateurs institutionnels sur la façon de participer efficacement à la prise de décisions
	Pour les membres des communautés	Du matériel de plaidoyer en faveur d'une participation accrue des femmes à la prise de décisions locale préparé et distribué dans chaque communauté
	Pour les organisateurs institutionnels	Tous les organisateurs institutionnels aux approches participatives, surtout pour l'identification des besoins communautaires





**RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE  
PROGRAMME DE PAYS POUR LE SRI LANKA (2002–2006)**

Activité du programme de pays et groupe cible	Résultats des activités du programme de pays	Indicateurs*
<b>Activité 3:</b> <b>Aide aux colons du projet d'irrigation d'Uda Walawe</b>	<p>Pour le personnel du DAD</p> <p><b>Impact</b> Accroissement durable des revenus agricoles des ménages ruraux sans terre</p> <p><b>Effets</b> Les ménages de colons ont construit leurs habitations et ont préparé leur terre nouvellement acquise pour la mettre en culture</p>	<p>Des fonctionnaires choisis du DAD sensibilisés à l'importance de la participation et de l'égalité des sexes et formés à l'analyse coût-efficacité</p> <p><b>Indicateurs d'impact</b> Revenus agricoles moyens accrus au-dessus du seuil de pauvreté pour 1 350 ménages de colons</p> <p><b>Indicateurs d'effets (un an et demi jusqu'à mi-2003)</b> 1 650 logements construits, un par ménage 1 350 ménages de colons ont développé 1 010 ha de terres nouvellement irriguées 300 ménages ont quitté la zone irriguée et ont reçu des permis de cultiver des parcelles en sec dans la "zone d'élargissement"</p>
Les ménages sans terres souffrant d'insécurité alimentaire qui vivent dans la zone irriguée de Uda Walawe	Renforcement de la participation des femmes à la prise de décisions communautaire et promotion d'un meilleur accès des femmes aux ressources et de leur contrôle sur celles-ci	<p>40 pour cent de femmes membres des organisations paysannes</p> <p>60 pour cent de femmes cadres des organisations paysannes</p> <p>Du matériel de plaidoyer en faveur d'une participation accrue des femmes à la prise de décisions locale préparé et distribué avant la fin de la première année du programme de pays</p> <p>Titre de propriété conjointe de la terre pour les deux époux dans les ménages de colons, avant la fin du premier semestre 2003</p> <p>80 pour cent des ménages restent dans leur habitation et continuent à cultiver après la fin de l'aide alimentaire en 2003</p> <p>L'infrastructure d'irrigation est entretenue par les organisations paysannes selon le cahier des charges</p>
	Les communautés reprennent la responsabilité des actifs créés	



**RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE  
PROGRAMME DE PAYS POUR LE SRI LANKA (2002–2006)**

Activité du programme de pays et groupe cible	Résultats des activités du programme de pays	Indicateurs*
	<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de résultats (un an et demi jusqu'à mi-2003)</b>
	Subventions accordées aux ménages pauvres et sans terre par le gouvernement pour le développement des terres et des exploitations, selon les accords	1 650 ménages sans terre (environ 8 250 personnes), dont 15 pour cent (240) dépendent du revenu d'une femme, établis sur des terres dans le cadre d'un programme gouvernemental de colonisation rurale
	Distribution de rations alimentaires familiales aux ménages de colons, selon les plans	1 650 ménages de colons ont reçu une ration familiale mensuelle de 2,5 kg de riz, 300 g de légumineuses et 150 g de sucre, comme prévu
	Action de plaidoyer avec le Gouvernement du Sri Lanka en faveur des titres de propriété conjointe de la terre pour les époux de ménages participants aux programmes de colonisation rurale	Des réunions en 2002 avec les principaux interlocuteurs gouvernementaux sur les Engagements du PAM en faveur des femmes après Beijing (1995) et l'obligation pour les époux d'avoir la propriété conjointe des terres, en parts égales, pour participer aux programmes du PAM
	Activités déployées pour renforcer le sentiment d'appropriation des communautés vis-à-vis des actifs créés	12 organisations d'agriculteurs établies pour gérer la distribution de l'eau d'irrigation  Tous les cadres des organisations d'agriculteurs (au moins 60 pour cent de femmes) formés aux techniques d'animation, à la gestion de l'eau communautaire, et à l'entretien des systèmes d'irrigation



## ANNEXE III

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR LE PROGRAMME  
DE PAYS DU SRI LANKA (2002–2006)

## Activités fondamentales

	Activité 1	Activité 2	Activité 3	Total
Produits alimentaires (en tonnes)	13 370	16 945	1 894	32 209
Produits alimentaires (valeur)	3 395	3 808	345 280	7 549
Transport extérieur	1 350	779 470	87 124	2 216
Autres COD	152 000	164 000	18 345	334 345
<b>Total, coûts opérationnels directs</b>	4 898	4 751	450 749	10 100
CAD <sup>1</sup>	314 000	338 200	37 700	689 900
CAI <sup>2</sup>	406 563	397 012	38 099	841 674
<b>Total, coûts pour le PAM</b>	5 618	5 486	526 547	11 632
<b>Contribution du gouvernement</b>	1 533	5 310	403 289	7 246

<sup>1</sup> Le montant des coûts d'appui directs (CAD) est un chiffre purement indicatif présenté au Conseil pour information. L'allocation annuelle des CAD à un programme donné est passée en revue et fixée chaque année après évaluation des montants nécessaires au titre des CAD et des ressources disponibles.

<sup>2</sup> Le taux appliqué aux coûts d'appui indirects (CAI) peut être modifié par le Conseil au cours de la période couverte par le programme de pays.

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR LE PROGRAMME DE PAYS  
DU SRI LANKA (2002–2006)

## Activités complémentaires

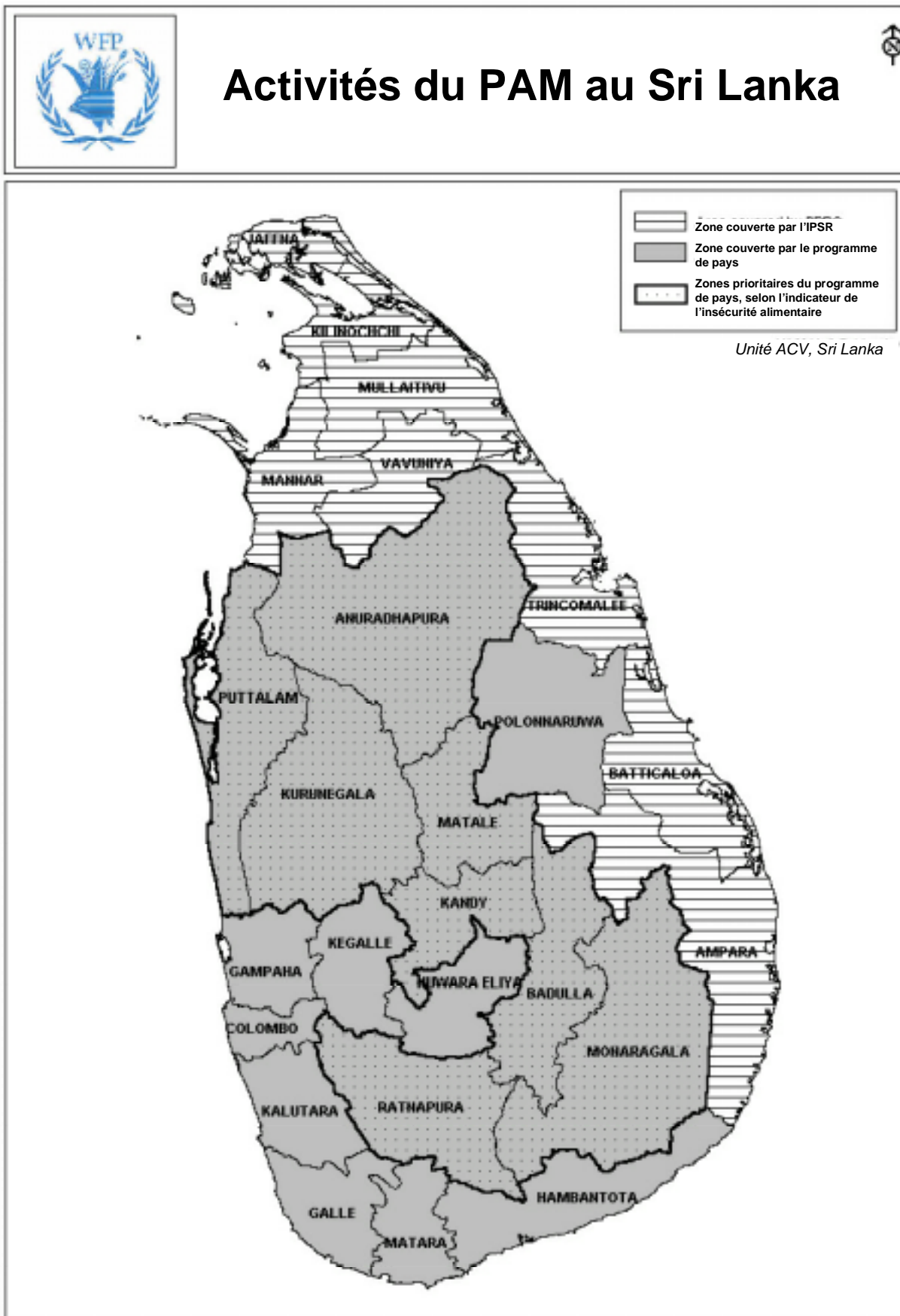
	Activité 4	Activité 5	Total
<b>Produits alimentaires (en tonnes)</b>	2 630	9 081	11 711
Produits alimentaires (valeur)	668 020	1 656 24	2 324 260
Transport extérieur	265 630	417 726	683 356
Autres COD	29 982	87 146	117 128
<b>Total, coûts opérationnels directs</b>	963 632	2 161 11	3 124 744
CAD <sup>1</sup>	61 000	180 285	241 285
CAI <sup>2</sup>	79 922	182 629	262 551
<b>Total, coûts pour le PAM</b>	1 104	2 524 02	3 628 580

<sup>1</sup> Le montant des coûts d'appui directs (CAD) est un chiffre purement indicatif présenté au Conseil pour information. L'allocation annuelle des CAD à un programme donné est passée en revue et fixée chaque année après évaluation des montants nécessaires au titre des CAD et des ressources disponibles.

<sup>2</sup> Le taux appliqué aux coûts d'appui indirects (CAI) peut être modifié par le Conseil au cours de la période couverte par le programme de pays.



## ANNEXE IV



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



---

## LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
CAD	Coûts d'appui directs
CAI	Coûts d'appui indirects
COD	Coûts opérationnels directs
DAD	Département du développement agricole
DSD	Division de secrétariats de division
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
GTZ	Office allemand de la coopération technique
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
JBIC	Banque japonaise pour la coopération internationale
LTTE	Titres de libération des Tamil Eelam
MASL	Autorité Mahaweli du Sri Lanka
NMI	Nutrition maternelle et infantile
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
PNB	Produit national brut
PNIP	Projet participatif d'amélioration de la nutrition
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SSP	Schéma de stratégie de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres-contre-travail
VPF	Vivres pour la formation

